

■ Action directe de boycott contre la politique d'Israël



Lundi 31 janvier 2011

Des militants des droits de l'Homme interpellent la Direction du Théâtre Mogador à Paris, sous haute protection policière, lors du gala du KKL

Pas moins de 15 cars de police ont été mobilisés, accompagnés de nombreux membres des services de protection de l'ambassade israélienne, pour la tenue du concert de l'artiste David Broza, pour le financement d'une campagne publicitaire du KKL. Aux extrémités de la rue Mogador, de véritables check points ont été installés rappelant ceux que subissent quotidiennement les Palestiniens.

Environ 25 activistes se sont donnés rendez-vous au théâtre Mogador, suite à plusieurs lettres qui avaient été envoyées à la Direction du théâtre, et qui sont restées sans réponse. Plusieurs militants ont réussi à accéder à l'entrée du théâtre, malgré l'important dispositif policier et les différents filtres du public mis en place, et dont 4 d'entre eux se sont enchaînés aux portes du théâtre. Ces 4 citoyens ont été violemment interpellés et emmenés au commissariat du 9^{ème} arrondissement pendant 4h, pour être auditionné puis finalement relâché sans qu'il n'y ait de poursuite judiciaire.

Le KKL (Keren Kayemeth Leisrael, appelé aussi Fonds National Juif), créé en 1901 par le mouvement sioniste international, est un organisme chargé d'acquérir par tout moyen sur le territoire de la Palestine historique des terrains au profit de personnes ou de collectivités exclusivement juives.

Si l'on constate qu'en 1901 il n'y avait presque aucune terre juive en Palestine, que dans le futur Etat d'Israël il n'y en avait « que » 7% avant sa création et qu'aujourd'hui à peine 3% des terres de cet Etat appartiennent ou peuvent appartenir à des Palestiniens, on aura compris : le KKL est un instrument qui sert à déposséder le peuple palestinien.

C'est ainsi qu'une organisation comme le KKL a pu organiser en toute impunité un concert pour lever des fonds grâce à la complicité des autorités françaises. Cette organisation se présente en effet comme une organisation environnementale et la première organisation verte d'Israël.

Les prétentions écologiques du KKL ne sont qu'une escroquerie pour masquer sa volonté de pratiquer activement la colonisation, la conquête des terres palestiniennes en pratiquant l'expulsion (comme lors de la création d'Israël) ou d'autres formes d'expropriation des autochtones palestiniens quelques soient les prétextes invoquées (de sécurité, juridiques, etc)

Le comble est que la levée de fonds lancée à l'occasion du spectacle au Théâtre Mogador l'était en faveur du reboisement du Mont Carmel, dont le terrible incendie qui a provoqué des dizaines de victimes est une manifestation de l'incurie du KKL en matière d'écologie. Les espaces ravagés par le feu ont en effet été en partie aménagés sur les ruines de villages

palestiniens détruits, et le KKL, s'il était soucieux d'écologie, aurait une politique préventive contre la propagation des incendies dans les milieux naturels.

Dans la longue liste des violations flagrantes du droit international dont le KKL est responsable, il faut souligner le fait que les milliers d'arbres que l'organisation se vante d'avoir plantés l'ont été l'ont été sur les ruines des villages palestiniens de Galilée et du Néguev dynamités en 1948, et sur les territoires occupés depuis 1967. Par exemple, le KKL a planté grâce à des fonds canadiens, le «Canada Park » sur les ruines des villages cisjordanien de Latroun et d'Emmaus, rasés par Ariel Sharon en 1967.

Enfin aujourd'hui, le KKL lève des fonds français pour planter «le Parc de France» sur les terres expropriées des villages entourant Jérusalem, entre les colonies de Maale Adoumim et Jérusalem Est. Ainsi ce serait un parc «français» qui permettrait de parachever les contours du «grand Jérusalem» voulu par les colons.

Le KKL réunit aussi des fonds pour financer la «judaïsation du Néguev» en expulsant et regroupant les Bédouins qui le peuplent dans des villes réserves, comme il en a récolté pour financer des «aires de repos» pour le bien-être des soldats rentrant de Gaza. Ce processus de colonisation, dans ces divers aspects est considéré comme autant de crimes de guerre par la Quatrième Convention de Genève.

Pour toutes ces raisons, accueillir tous les ans dans diverses villes des galas du KKL relève d'une complicité, soit volontaire, soit involontaire par manque d'information objective, avec ces politiques criminelles et illégales.

Campagne BDS France

www.bdsfrance.org

Campagnebdsfrance@yahoo.fr